



2 JAN. 2008

DRIRE

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de subdivisions d'Indre et Loire
ZA n°2 des Ailles
25, 26, rue des Ailles
37210 PARCAY MESLAY

Téléphone 02 47 46 47 00

Fax 02 47 44 66 34

Internet drire-centre@industrie.gouv.fr

www.centre.drire.gouv.fr

PARCAY MESLAY, le



INSTALLATION CLASSEE

MEGA PNEUS

REIGNAC-SUR-INDRE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Demande d'agrément pour le ramassage, le regroupement et le tri de pneumatiques usagés provenant des départements du MAINE-ET-LOIRE et de la HAUTE-VIENNE

Demande d'agrément pour l'élimination par broyage de pneumatiques usagés

Réf. : Dossiers déposés par le pétitionnaire MEGA PNEUS et reçus le 4 décembre 2007 en préfecture d'INDRE-ET-LOIRE

Votre transmission du 7 décembre 2007

Dossier déposé le 9 août 2007 par le pétitionnaire en vue d'obtenir un récépissé de sa déclaration relative à l'exploitation d'un établissement de broyage et de stockage de pneumatiques usagés

PJ. : 1 projet d'arrêté préfectoral d'agrément
1 projet de d'arrêté de prescriptions spéciales (article R512-52 du code de l'environnement)

1 PRESENTATION DE LA DEMANDE

La société MEGA PNEUS dont le siège social est situé sur le territoire de REIGNAC-SUR-INDRE, ZI de « la Gare », a déposé en préfecture d'Indre-et-Loire 2 dossiers de demande d'agrément pour :

- le ramassage, le regroupement et le tri de pneumatiques usagés provenant des départements du MAINE-ET-LOIRE et de la HAUTE-VIENNE d'une part ;
- l'élimination par broyage de pneumatiques usagés d'autre part.

Le pétitionnaire bénéficie à ce jour :

- Du récépissé n°18238 du 23 octobre 2007 de sa déclaration du 9 août 2007, relative à l'exploitation d'un établissement de broyage et de stockage de pneumatiques usagés comportant les installations suivantes :
 - Récupération et régénération de caoutchouc par travail à froid, la quantité traitée quotidiennement étant supérieure à 50kg/j et la capacité maximale étant de 160t/j (160000kg/j) – (rubrique n°95-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;
 - Dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères ; la capacité maximale de stockage étant de 21300m³, dont 2150m³ de pneu réutilisable (300t), 7150m³ de pneu à broyer (1000t) et 12000m³ de broyat de pneu (6000t) ; installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers – (rubrique n°98bis-C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).
- De l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 modifié par l'arrêté du 21 mars 2005 et portant agrément pour une durée de 5 (cinq) ans la société susmentionnée pour :
 - L'ensemble des opérations de ramassage, regroupement et tri dans le département d'INDRE-ET-LOIRE ;
 - Le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de la SARTHE, des DEUX SEVRES et de la VIENNE.
- Du récépissé de la déclaration d'activité de transport par route de déchets n°03/08/1, délivré en application du décret n°98-679 du 30 juillet 1998 ;

2 INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT

2.1 Ramassage, regroupement et tri de pneumatiques usagés

Le dossier de demande présenté par la société MEGA PNEUS comporte l'ensemble des éléments exigés aux articles 2, 2§a (ramassage) et 2§b (regroupement et tri) de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés.

Il convient de noter par ailleurs que le pétitionnaire avait déposé le 9 août 2007 un dossier de déclaration comportant des éléments de description des installations de broyage et de stockage de pneumatiques usagés.

De plus, le dossier de demande comporte le contrat signé le 25 octobre 2007 entre les sociétés MEGA PNEUS et ALIAPUR, organisme créé conformément aux dispositions de l'article R543-149 du code de l'environnement (article 12 du décret n°2002-1563 du 24 décembre 2002 codifié) pour remplir les obligations édictées à l'article R543-144 (article 7 du même décret codifié).

Conformément aux dispositions de la circulaire du 22 décembre 2003 concernant l'arrêté du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés, le contenu de la demande doit présenter la description des capacités techniques et financières du pétitionnaire et tout particulièrement des moyens en matériel et personnel. Les éléments du dossier instruit par l'inspection paraissent suffisamment développés et notamment :

- l'adéquation des véhicules de ramassage aux zones de ramassage desservies, à la configuration des points de ramassage, à la quantité et aux types de pneumatiques usagés à collecter, aux opérations de chargement et de déchargement ;
- les moyens de pourvoir à l'entretien des matériels affectés à la collecte ;
- la description des locaux destinés à l'entreposage du matériel et au garage des véhicules, des dispositifs de lutte contre l'incendie et des mesures envisagées pour pallier tout incident d'exploitation ;
- les mesures envisagées pour empêcher des dégradations des voies publiques et privées empruntées par son matériel de ramassage, et prévenir les chutes de pneumatiques usagés pendant leur transport ;
- la description des locaux pour accueillir le personnel et pourvoir aux tâches administratives,
- la situation réglementaire et la conformité des installations au regard des exigences de la réglementation relative aux installations classées (examiné au regard du dossier de déclaration déposé le 9 août 2007) ;
- les éléments de financement de la collecte et de la valorisation de la destruction par l'organisme ALIAPUR, ainsi que son engagement de pourvoir à l'élimination des pneumatiques détenus ou stockés par le collecteur en cas de défaillance de ce dernier (Contrat joint à la demande et signé le 25 octobre 2007 entre les sociétés ALIAPUR et MEGA PNEUS) – Les départements objet du contrat sont l'INDRE-ET-LOIRE, la SARTHE, les DEUX SEVRES, la VIENNE, le MAINE-ET-LOIRE et la HAUTE-VIENNE ;

- les éléments détaillés et l'engagement de l'organisme ALIAPUR (*Cf. contrat précité*) sur la prise en charge des coûts de l'élimination des pneumatiques usagés, dont les conditions techniques font par ailleurs l'objet de la seconde demande d'agrément présentée ci-après.

2.2 Elimination par broyage des pneumatiques usagés

Le dossier de demande présenté par la société MEGA PNEUS en application de l'article R543-147 (*article 10 du décret n°2002-1563 du 24 décembre 2002 codifié*) comporte les éléments d'appréciation précisés par la circulaire du 4 mars 2004 relative à l'agrément des exploitants d'installation d'élimination des pneumatiques usagés.

Il convient de noter par ailleurs que le pétitionnaire avait déposé le 9 août 2007 un dossier de déclaration comportant des éléments de description des installations de broyage et de stockage de pneumatiques usagés.

De plus, le dossier de demande comporte le contrat signé le 25 octobre 2007 entre les sociétés MEGA PNEUS et ALIAPUR, organisme créé conformément aux dispositions de l'article R543-149 du code de l'environnement (*article 12 du décret n°2002-1563 du 24 décembre 2002 codifié*) pour remplir les obligations édictées à l'article R543-144 (*article 7 du même décret codifié*).

Les éléments du dossier instruit par l'inspection paraissent suffisamment développés et notamment :

- l'origine des pneumatiques usagés traités : *filière ALIAPUR, ramassage, regroupement et tri par le même pétitionnaire disposant par ailleurs déjà d'un agrément (Cf. §1) pour :*
 - *L'ensemble des opérations de ramassage, regroupement et tri dans le département d'INDRE-ET-LOIRE ;*
 - *Le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de la SARTHE, des DEUX SEVRES et de la VIENNE (demandé pour les départements du MAINE-ET-LOIRE et de la HAUTE-VIENNE – Cf. §2.1) ;*
- le type des pneumatiques usagés traités : *non réutilisables, VL, motos, PL et agraires ;*
- les quantités maximales admises : *40000t/an – 160t/j ;*
- les conditions de leur élimination : *1 installation de broyage assurant 7 à 12t/h de capacité ;*
- l'engagement à communiquer au préfet et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours toutes les données de l'activité de l'entreprise ;
- le volume du stock (pneumatiques usagés, ainsi que résidus issus du broyage) nécessaire pour l'exploitation de l'installation : *éléments précisés dans le dossier de déclaration susmentionné déposé le 9 août – 21300m³, dont 2150m³ de pneu réutilisable (300t), 7150m³ de pneu à broyer (1000t) et 12000m³ de broyat de pneu (6000t) ;*
- le devenir des sous-produits : *broyats destinés à des applications en génie civil et combustibles de substitution énergétiques ;*
- la justification des capacités techniques et financières (éléments concordants présentés au §2.1).

3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Dans le cas d'une installation sur laquelle les activités de collecte (regroupement et tri) de pneumatiques usagés sont exercées de façon simultanée avec leur élimination, l'exploitant doit être titulaire de deux agréments (circulaires du 22 décembre 2003 et du 4 mars 2004) :

- l'un au titre du regroupement et du tri, pris en application de l'article R543-145 du code de l'environnement (*article 8 du décret du 24 décembre 2002 codifié*) et de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 ;
- l'autre au titre de l'élimination pris en application de l'article R543-147 du code de l'environnement (*article 10 du même décret codifié*), selon la procédure prévue à l'article R515-37 du code de l'environnement (*article 43-2 du décret du 21 septembre 1977 codifié*).

3.1 Ramassage, regroupement et tri de pneumatiques usagés

Le dossier de demande d'agrément pour le ramassage, le regroupement et le tri de pneumatiques usagés provenant des départements du MAINE-ET-LOIRE et de la HAUTE-VIENNE est complet. Il peut donc être délivré au pétitionnaire l'accusé de réception prévu au dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 précité.

L'exploitant dispose déjà de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 modifié par l'arrêté du 21 mars 2005 et portant agrément pour une durée de 5 (cinq) ans la société MEGA PNEUS pour :

- L'ensemble des opérations de ramassage, regroupement et tri dans le département d'INDRE-ET-LOIRE ;
- Le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de la SARTHE, des DEUX SEVRES et de la VIENNE.

L'article 3 de l'arrêté du 8 décembre 2003 précise par ailleurs que l'avis de la délégation régionale de l'ADEME doit être recueilli. De plus, un exemplaire du dossier de demande d'agrément ainsi que des avis rendus par la DIRE et par la délégation régionale de l'ADEME doivent être communiqués pour avis aux préfets des départements où le demandeur compte effectuer le seul ramassage des pneumatiques à savoir dans le cas présent le MAINE-ET-LOIRE et la HAUTE-VIENNE. Il s'agit notamment d'informer ces préfets que les sociétés titulaires jusqu'à présent d'un agrément pour la collecte dans ces départements ne disposeront plus d'un contrat avec ALIAPUR à compter du 1^{er} janvier 2008. Il s'agit de « LIMOUSIN ENVIRONNEMENT » pour la HAUTE VIENNE et « FERS » pour le MAINE ET LOIRE.

Les éléments présentés dans la demande et notamment, le contrat susmentionné signé le 25 octobre 2007 entre les sociétés MEGA PNEUS et ALIAPUR portent aussi sur le ramassage dans les départements pour lesquels le pétitionnaire dispose déjà de l'agrément du 27 mai 2004 modifié (INDRE-ET-LOIRE, SARTHE, DEUX SEVRES, VIENNE). Ainsi, le pétitionnaire peut bénéficier d'un renouvellement de l'agrément préexistant, en application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003.

En conséquence, **sous réserve d'un avis favorable** de la délégation régionale de l'ADEME et des préfets des deux départements du MAINE-ET-LOIRE et la HAUTE-VIENNE, l'inspection des installations classées vous propose d'abroger l'arrêté préfectoral existant du 27 mai 2004 modifié et de délivrer un agrément à la société MEGA PNEUS dans les formes prévues par les articles 4 & 5 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 et par l'article R543-145 du code de l'environnement, pour une durée de 5 ans, pour :

- le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de l'INDRE-ET-LOIRE, de la SARTHE, des DEUX SEVRES, de la VIENNE, du MAINE-ET-LOIRE et de la HAUTE-VIENNE, qui seront orientés sur l'établissement de REIGNAC-SUR-INDRE pour le regroupement et le tri ;
- le regroupement et le tri des pneumatiques usagés sur l'établissement de REIGNAC-SUR-INDRE en INDRE-ET-LOIRE ;

Il convient de noter que l'article 4 de l'arrêté du 8 décembre 2003 indique qu'il doit être statué sur la demande d'agrément dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle le dossier a été jugé complet.

Un projet d'arrêté préfectoral d'agrément est joint au présent rapport.

3.2 Elimination par broyage des pneumatiques usagés

Le dossier de demande d'agrément est complet et régulier. Il vous est donc proposé de délivrer un agrément à la société MEGA PNEUS pour l'élimination par broyage des pneumatiques usagés conformément à l'article R515-37 du code de l'environnement. L'installation relevant du régime de déclaration, en application du dernier alinéa de l'article R515-37, il vous est proposé d'imposer à l'exploitant des prescriptions spéciales relatives à cet agrément et mentionnant les éléments précisés par la circulaire du 4 mars 2004 tels que détaillés au §2.2.

Conformément aux dispositions de l'article R512-52 du code de l'environnement (*article 30 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 codifié*), l'inspection vous propose de présenter ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.